

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Allocution de Sarkozy

# **Salaires : cachez ce mot que je ne saurais voir !**

- Politique -

Date de mise en ligne : jeudi 19 février 2009

---

**Démocratie & Socialisme**

---

**Au moment où la Société Générale, qui a déjà reçu un milliard d'euros d'aide de l'Etat et qui en recevra autant en 2009, s'empresse de distribuer 700 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires, les propositions de Sarkozy ont toutes un point commun : éviter d'augmenter les salaires en accordant des primes ou des « bons d'achat » versés une fois pour toute.**

Une prime de 500 euros aux chômeurs n'ayant cotisé que durant deux ou trois mois à l'assurance-chômage. Les deux derniers tiers provisionnels payés par 4 millions de foyers fiscaux « modestes » sont supprimés, mais uniquement pour 2009. Des bons d'achat seront ponctuellement versés à des familles ciblées. Une prime « exceptionnelle » de 150 euros sera versée aux trois millions de familles bénéficiant de l'allocation de rentrée scolaire. Un « fonds d'investissements » social dont la fonction n'a rien d'évident, sera mis sur pied. Le tout pour 2,6 milliards d'euros. Venant après les 360 milliards d'euros accordés aux banques et les dizaines de milliards d'euros accordés aux entreprises pour qu'elles maintiennent leurs profits, les salariés, les chômeurs, les jeunes n'ont droit qu'aux miettes du banquet. .

Il refuse tout contrôle des licenciements alors que nombre d'employeurs continuent à faire des profits mais utilise la crise pour justifier de nouvelles charrettes. Il se refuse à revenir sur sa décision scélérate de ne remplacer qu'un fonctionnaire sur deux partants à la retraite alors que chaque mois, 50 000 nouveaux chômeurs viennent s'ajouter au 4 millions de chômeurs réels.

Il propose une nouvelle fois de généraliser le chômage partiel et toujours de « travailler moins pour gagner moins » à l'exact opposé de ces promesses électorales. Interrogée par France inter, une femme répondait fort justement qu'« avec ses heures supplémentaires il avait promis du beurre pour mettre dans les épinards mais que maintenant, il n'y avait même plus de quoi acheter les épinards ! »

Il affirme qu'il continuera ses « réformes ». C'est-à-dire qu'il continuera à offrir le service public (l'énergie, la Poste, l'Hôpital public, l'Ecole, l'Université...) aux actionnaires du secteur privé. Cela se traduira forcément par une nouvelle baisse du pouvoir d'achat et un accroissement des inégalités sociales. Car demain, pour se soigner, éduquer ses enfants, se chauffer, envoyer un colis ou une lettre, il faudra soit payer beaucoup plus cher qu'aujourd'hui, soit s'en passer.

A l'exception des 0,1 % des plus riches dont il est ne fait qu'exécuter les ordres, il s'attaque à toute la population de la maternelle à la retraite. Et il pense que cela va durer longtemps !

Il n'a pas compris que, comme en Guadeloupe, l'explosion sociale était proche et que des dizaines de millions de personnes supportent de plus en plus difficilement de vivre comme elles le font aujourd'hui ou de voir leurs perspectives d'avenir se dégrader à toute vitesse pour préserver les profits du CAC40.

Sarkozy choisit l'affrontement avec le salariat. Il n'y a pas d'autre choix que d'assumer cet affrontement en commençant par être deux fois nombreux dans la rue le 19 mars que le 29 janvier et à ne plus lâcher prise ensuite jusqu'à ce qu'il cède.

**Jean-Jacques Chavigné, Gérard Filoche**, membres du CN du PS